



Le gouvernement camerounais a annoncé la suspension d'International Crisis Group, suite à la publication d'un rapport titré « Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes ». Une mesure qui risque de marginaliser le pays sur la scène internationale.

Après les dénégations, la sanction. Le gouvernement camerounais a décidé de suspendre International Crisis Group (ICG) de toute activité sur l'étendue de son territoire. Pour expliquer cette décision, le ministre de la Communication, Issa Tchiroma n'a pas été tendre : « Nous avons affaire à une véritable officine de déstabilisation, à la solde des mouvements sécessionnistes et des intérêts inavoués qui ne rêvent que d'installer le chaos dans notre pays ».

La raison de ce courroux est un rapport publié le 19 octobre dernier dans lequel l'ONG estime que, faute d'une « réaction urgente » des responsables politiques, il existe un risque de voir la crise anglophone dégénérer en « insurrection armée ».

Le Cameroun aurait pu privilégier la démonstration à l'imprécation

Au regard de la teneur du rapport, la réaction du gouvernement, aux accents de réquisitoire, nous semble d'une étonnante virulence. Certes, ICG, pas plus que les autres acteurs de la

société civile internationale, ne sont des vaches sacrées. Mais pour adresser son message de fermeté, le Cameroun aurait pu privilégier la démonstration à l'imprécation.

Pour justifier relégation de cette organisation au purgatoire de la semi-clandestinité, il vaut mieux exposer des faits étayés plutôt que d'évasives allégations de connivence avec la nébuleuse sécessionniste. Surtout lorsque l'on vise une ONG financée à 40% par des « amis » du Cameroun – à l'instar des gouvernements allemand, canadien, suisse, finlandais – et dont le conseil d'administration fait siéger des personnalités au-dessus de tout soupçon de « déstabilisation », comme le milliardaire anglo-soudanais Mo Ibrahim ou de l'ex-présidente de la confédération suisse, Micheline Calmy-Rey...

Exercice de communication intérieure et stratégie du déni

Ne soyons pas naïfs. Taper comme des sourds sur ICG et, dans un passé récent, sur Amnesty International et sur Freedom House, est avant tout un exercice de communication destiné à la consommation intérieure. Signe que la stratégie du déni, qui avait pour mots-clés « Il n'existe pas de problème anglophone », structure encore la communication gouvernementale.

Reste que les Camerounais n'ont pas attendu le rapport d'ICG pour prendre la mesure de la gravité des troubles. Photos, vidéos et écrits sont quotidiennement échangés via les réseaux sociaux. également à enfile une camisole aux lanceurs d'alerte. Peut-elle « intimider » ICG et les autres ? Pas sûr. Enquêter et récolter des données sera plus compliqué et la crédibilité des rapports n'en sera que plus contestée. Sauf que, empêcher ICG de travailler ne garantira pas la tranquillité des gouvernants.

La tentation du huis clos La tentation du huis clos a souvent pour effet d'aiguiser l'appétit des médias et autres acteurs prompts à braquer leurs projecteurs sur les situations que l'on voudrait soustraire au regard du monde. Intégrer la théorie du complot dans le discours officiel est irresponsable. Eu égard à la complexité de la crise anglophone, la parole des responsables ne devrait jamais s'affranchir de l'emprise des faits. Bomber le torse face aux alertes concernant la protection des minorités et le non-respect des droits humains, c'est communiquer à mauvais escient. Prendre le parti de faire dégénérer en dispute la publication du moindre rapport peu élogieux n'est pas un signe d'ouverture et revient à se marginaliser dans l'avancement global du monde.

Source: jeuneafrique